

LES FINANCES—A) LE PRIX PAYÉ POUR LES BONS DU TRÉSOR, B)
LES RAISONS DU PRIX PAYÉ

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur l'Orateur, vendredi dernier, le 12 juin, j'ai demandé au ministre suppléant des Finances pourquoi le gouvernement du Canada avait dû payer la veille 18.82 p. 100 pour ses bons de 90 jours, alors que le mardi précédent, le gouvernement des États-Unis n'avait payé que 14.9 p. 100 pour le même type d'effet, des bons du Trésor. Les écarts étaient à peu près les mêmes pour les bons à 180 jours. En somme, la semaine dernière, le gouvernement a payé 4 p. 100 de plus en moyenne que le gouvernement des États-Unis pour ses bons du Trésor.

A 5 h 30 cet après-midi, je me suis renseigné sur le cours de ces effets à New York. Le bon américain se vendait à 13.72 p. 100 aux enchères. Pour sa part, le bon canadien se vendait à 18.82 p. 100, autrement dit le Canada a payé aujourd'hui 5.10 p. 100 de plus que les Américains pour des bons du Trésor de 90 jours. Quant aux bons de 180 jours, les Américains payaient 13.46 p. 100 et les Canadiens 18.22, soit un écart de 4.76 p. 100. Disons que l'écart moyen s'établit à 5 p. 100. Depuis que j'ai posé ma question vendredi, l'écart s'est élargi de 1 p. 100.

Je n'ai pas voulu simplement comparer les bons du Trésor, mais j'ai demandé au ministre quelle était la cause—si la cote de crédit du Canada était en cause. Le ministre n'a pas semblé vouloir répondre. Il a pensé que je voulais m'en prendre au Nouveau parti démocratique. Mais ce n'était pas le cas; je lui posais une question sérieuse.

Parlons maintenant du taux interbancaire de Londres. Au même moment, le taux était de 17¾ p. 100 pour 90 jours et de 17 1/8 p. 100 pour 180 jours. Autrement dit, le taux interbancaire était d'au moins 1 p. 100 inférieur au prix que le gouvernement du Canada a dû payer pour ses bons du Trésor. C'est le taux auquel les multinationales empruntent sur le marché international. En effet, il y a une société multinationale appelée Petro-Canada qui emprunte au taux interbancaire de Londres comme le sait mon ami le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans). Petro-Canada, avec son actif phénoménal dont elle ne possède pas grand-chose, peut emprunter à au moins 1 p. 100 de moins que le gouvernement du Canada ne le pouvait jeudi dernier.

J'ai eu l'occasion de voir le taux des effets de banque aux États-Unis. Jeudi dernier, il était de 16.15 p. 100 pour 90 jours. Le gouvernement du Canada a payé 18.82 p. 100. En d'autres termes, le gouvernement du Canada paie 2.75 p. 100 de plus que l'on exige d'une société commerciale ordinaire, la Widget Co. des États-Unis. Voilà quel est le crédit du Canada; le loyer de l'argent lui coûte plus cher qu'aux entreprises commerciales ordinaires des États-Unis et qu'aux multinationales. Le Canada paie beaucoup plus.

• (2210)

Poussant plus loin, j'ai examiné le taux de l'eurodollar. Les rapports sont du même ordre. Pour les bons à trois mois, le taux de l'eurodollar était de 17.11 p. 100. Les bons du Trésor du gouvernement du Canada sont à 18.22 p. 100, l'écart étant de 1.71 p. 100. Quant aux bons à 180 jours, l'écart est

L'ajournement

légèrement supérieur à 2 p. 100. La moyenne est très proche de 2 p. 100 en plus. On se demande pourquoi cela s'est produit. Normalement, quand un emprunteur paie l'argent plus cher que son voisin, c'est que son crédit est mauvais. Pourquoi le crédit du Canada est-il si mauvais? J'imagine que c'est à cause en partie de ce que les gens pensent du dollar canadien. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le marché à terme du dollar canadien. Le pari sur le marché, c'est que le dollar canadien vaudra 82c. dans trois mois, et 81c. dans six mois, par rapport au dollar américain. Voilà le pari. Voilà ce que dit le marché à terme. Rien d'étonnant donc que ceux qui prêtent de l'argent au gouvernement du Canada demandent plus au Canada qu'à n'importe qui d'autre, parce que la devise canadienne ne vaudra plus rien. Comment cela se fait-il, avec les ressources et l'instruction que nous avons? C'est à cause du gouvernement que nous avons!

Mais que se passe-t-il aux États-Unis? C'est la grande prospérité. Les affaires bourdonnent d'enthousiasme et d'optimisme sous l'impulsion du gouvernement Reagan. Qu'est-ce que nous avons au Canada? Nous avons un gouvernement qui décourage les affaires. Un gouvernement qui nationalise délibérément les biens, qui saisit délibérément les biens sans indemnisation. Voilà ce que nous avons comme gouvernement. C'est pour cela que nous avons des problèmes.

Nous avons une politique énergétique nationale qui nous cause des problèmes. Cette politique nous coûte cher. Chaque petite entreprise en fait les frais. Chacun d'entre nous fait les frais de l'imbécillité et de l'incompétence gouvernementales. Le gouvernement aurait intérêt à présenter bientôt une nouvelle politique économique, sinon nous allons avoir des taux d'intérêt encore plus élevés.

M. John Evans (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la question s'appuie sur de fausses prémisses puisque les bons canadiens et les bons américains ne sont pas écoulés sur les mêmes marchés. S'il est vrai que les taux d'intérêt canadiens fluctuent en fonction des taux américains, et nous ne le nions pas puisque nous dépendons étroitement des capitaux étrangers, il n'est pas exact que les taux d'intérêt au Canada soient liés d'une façon quelconque aux taux aux États-Unis. Les écarts enregistrés entre les deux pays au cours des 18 derniers mois indiquent à l'évidence que les fluctuations des taux d'intérêt dans les deux pays ont été tout à fait différentes. Ainsi, si l'écart entre les bons américains et les bons canadiens était de quelque 130 points le 20 mai dernier, cet écart a atteint, comme l'a signalé le député, quelque 400 points la semaine dernière. De même, si le tarif des effets commerciaux à 30 jours aux États-Unis dépassait de quelque 4 p. 100 les taux canadiens en décembre, il est maintenant de 2 p. 100 inférieur aux taux canadiens. Au cours des derniers mois, les taux d'intérêt à long terme aux États-Unis ont beaucoup plus fluctué que les taux canadiens. Le député devrait savoir que les taux préférentiels exigés par les banques au Canada et les meilleurs taux qu'exigent les banques aux États-Unis sont presque identiques à l'heure actuelle. Il existe donc des similitudes aussi bien que des différences.